

discours de sir John Macdonald, la valeur de nos exportations au Brésil s'est élevée à \$493,000. C'est ce commerce auquel sir John Macdonald voulait donner un développement presque illimité.

Voyons maintenant tout ce que notre gouvernement a reçu de l'assistance dont parlait sir John Macdonald durant les huit dernières années écoulées. La valeur de notre commerce d'exportations, avec le Brésil s'est monté l'année dernière, à \$352,200, ou \$141,000 de moins que lors du discours de sir John Macdonald, et ce commerce a été en moyenne, durant les huit années que je viens de mentionner, de \$352,700 par année. Je demande maintenant au parti conservateur s'il est satisfait de ce commerce d'exportations, qui a baissé de 30 pour cent depuis huit ans? Mais, M. l'Orateur, l'honorable ministre des finances a été particulièrement éloquent en signalant les perspectives du commerce avec d'autres pays. Voyez ce qu'il a dit relativement à notre commerce avec les Antilles. Il a parlé éloquentement sur ce sujet dans tous ses exposés budgétaires, j'ai entendu tous ces exposés. Il nous dit que les Antilles produisent un grand nombre d'articles dont nous avons besoin en Canada, et que nous produisons, nous-mêmes, un grand nombre d'articles dont les Antilles ont besoin. Cela est vrai. Elles ont besoin de farine; mais elles en importent des Etats-Unis; elles ont besoin de salaisons de porc; mais ce sont les Etats-Unis qui les leurs fournissent; elles ont du sucre à vendre principalement aux Etats-Unis, et ainsi de suite pour toutes les autres branches de commerce. L'honorable ministre des finances ajoute :

J'ai eu à m'occuper des lignes de steamers entre le Canada et les Antilles, et je suis en état de dire que presque tous nos produits auraient un marché avantageux dans les Antilles.

Or, quel est le résultat déjà obtenu. Lorsque l'honorable député de York-est (M. Mackenzie) était le chef du gouvernement, sir John Macdonald déclarait que ce gouvernement ne faisait rien pour développer notre commerce étranger. Cependant, M. l'Orateur, je constate que, en 1878, nous avons exporté aux Antilles pour \$3,765,000. Mais afin d'examiner la question avec impartialité, j'ai divisé en trois périodes de six années chacune l'espace de temps compris entre 1873 et 1890. La première période s'étend de 1873 à 1878 inclusivement; la deuxième période, de 1879 à 1884 inclusivement; la troisième période de 1885 à 1890 inclusivement, et lorsque je parlerai de la première, de la deuxième et de la troisième période, respectivement, les honorables membres de cette chambre connaîtront l'époque à laquelle je fais allusion.

Durant la première période la valeur de nos exportations annuelles aux Antilles s'est élevée en moyenne à \$3,765,000. C'était sous l'administration libérale. Durant la deuxième période, elle s'est élevée à \$3,239,000 et durant la troisième période, à \$2,469,000; soit une diminution sensible sous l'administration des honorables chefs de la droite et sous le régime de leur politique nationale, malgré les avantages de deux lignes de steamers, l'une entre St-Jean et l'autre entre Halifax et les Antilles, avantages représentant 34 pour cent.

Vraiment, les honorables membres de la droite ne doivent pas être satisfaits de ce résultat de la politique nationale. De plus, on nous a dit que notre commerce avec l'Australie, ce pays lointain d'outre-mer, avait été considérablement augmenté. Durant la première période de nos relations avec

M. MACDONALD (HURON).

l'Australie, notre commerce d'exportations avec cette colonie-sœur s'est élevé à \$160,000, ce qui n'est pas un montant considérable. Durant la deuxième période, il s'est monté à \$268,000, ce qui accuse une augmentation que je porte au crédit du gouvernement, et, durant la troisième période, il s'est monté à \$420,000.

Mais entre l'avant-dernière et la dernière année, année, la diminution a été de \$190,000 pour notre commerce d'exportation avec l'Australie. Et rappelez-vous, M. l'Orateur, que ce commerce d'exportation est fait en grande partie par l'une des provinces de l'ouest. La Colombie anglaise compte pour \$170,000 dans ce commerce, et le Canada n'a pas expédié en Australie pour un seul dollar de produit agricoles. De sorte que les marchés de l'Australie n'ont pas été ouverts à nos cultivateurs; que ces marchés n'offrent pas un débouché pour les produits de ceux-ci auxquels il ne reste que le marché presque fermé des Etats-Unis.

Combien de fois, M. l'Orateur, vous avez entendu l'honorable ministre des finances parler si éloquentement du commerce qui est sur le point d'être établi, avec la Chine et le Japon. Cet honorable ministre nous a dit, l'année dernière; il nous le disait une année auparavant, et il l'a répété, cette année, qu'il y a de grandes facilités pour établir avec les pays de l'océan pacifique un commerce permanent et profitable. Or, durant la première période dont j'ai déjà parlé, notre commerce d'exportation avec ces pays a été en moyenne, par année, de \$46,000, et c'était la période durant laquelle nous n'avions pas les facilités que nous avons aujourd'hui.

Nous n'avions pas alors le chemin de fer canadien du Pacifique traversant le continent, ainsi qu'une ligne de steamers en correspondance avec ce chemin de fer et traversant l'océan Pacifique. Conséquemment nous ne pouvions raisonnablement attendre, il y a dix ou douze ans, le résultat que nous pouvons obtenir, aujourd'hui. Mais quel est ce résultat? Durant la deuxième période dont j'ai déjà parlé, notre commerce avec la Chine et le Japon a été de \$64,500, soit une augmentation d'environ \$22,000. Durant la troisième période, notre commerce s'est monté à \$73,500, soit une augmentation sur la première période de \$27,500 seulement; mais sous l'administration de l'honorable député de York-Est (M. Mackenzie), nous avons expédié, en 1878, pour \$102,500 de produits, bien que nous n'eussions pas encore cette grande route occidentale, la voie ferrée canadienne du Pacifique, ainsi qu'une ligne de steamers sur l'océan Pacifique. Cela ne prouve pas que la politique commerciale du gouvernement avec l'étranger a été un succès, vu les avantages qu'il possédait et que l'administration libérale ne possédait pas.

De plus, voyez les efforts qui ont été faits pour établir un commerce avec la France. La France est un pays avec lequel nous devrions faire un grand commerce. C'est un pays dont la langue, les coutumes, les mœurs et la religion sont celles d'un tiers de notre population, et il serait, par conséquent, raisonnable que nous fussions en état d'exporter en France une partie considérable des produits que ce pays consomme, et d'en importer beaucoup des produits que nous consommons. Mais quel a été le résultat de la politique du gouvernement à l'égard de la France? Durant la première période, la valeur de nos exportations en France s'est montée à \$389,000, et durant la troisième période, à \$365,000, soit une diminution de \$20,000. En 1878, sous